



# Assemblée générale

Distr. générale  
22 novembre 2004  
Français  
Original: anglais

---

## Cinquante-neuvième session

Point 139 de l'ordre du jour

### **Responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite**

#### **Rapport de la Sixième Commission**

*Rapporteuse* : M<sup>me</sup> Anna Sotaniemi (Finlande)

## **I. Introduction**

1. La question intitulée « Responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite » a été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la cinquante-neuvième session de l'Assemblée générale en application de la résolution 56/83 de l'Assemblée en date du 12 décembre 2001.
2. À sa 2<sup>e</sup> séance plénière, le 17 septembre 2004, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Bureau, a décidé d'inscrire la question à son ordre du jour et de la renvoyer à la Sixième Commission.
3. La Sixième Commission a examiné le point à ses 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 25<sup>e</sup> et 26<sup>e</sup> séances, les 28 et 29 octobre et les 9 et 17 novembre 2004. Les vues des représentants qui ont pris la parole lors de l'examen de ce point par la Commission sont reflétées dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.6/59/SR.15, 16, 25 et 26).

## **II. Examen du projet de résolution A/C.6/59/L.22**

4. À la 25<sup>e</sup> séance, le 9 novembre, le représentant de la Trinité-et-Tobago, au nom du Bureau de la Commission, a présenté un projet de résolution intitulé « Responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite » (A/C.6/59/L.22).
5. À sa 26<sup>e</sup> séance, le 17 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.6/59/L.22 sans procéder à un vote (voir par. 6).



### III. Recommandation de la Sixième Commission

6. La Sixième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

#### **Responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 56/83 du 12 décembre 2001, en annexe à laquelle figure le texte des articles sur la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite,

*Soulignant* l'importance que continuent d'avoir le développement progressif et la codification du droit international visés à l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'Article 13 de la Charte des Nations Unies,

*Notant* que le sujet de la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite est d'une grande importance dans les relations entre États,

1. *Recommande une fois de plus* les articles sur la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite à l'attention des gouvernements, sans préjuger la question de leur future adoption ou autre décision appropriée;

2. *Prie* le Secrétaire général d'inviter les gouvernements à soumettre leurs observations écrites concernant la décision à prendre au sujet des articles;

3. *Prie également* le Secrétaire général d'établir une première compilation des décisions des juridictions internationales et autres organes internationaux se rapportant aux articles et d'inviter les gouvernements à communiquer des informations sur leur pratique à cet égard, et le prie en outre de lui présenter cette documentation bien avant sa soixante-deuxième session;

4. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-deuxième session la question intitulée « Responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite ».